

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00061.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A700000016346D146003D\141\000-3-DS

-4DAM

-CM5 CMB PR3 PR4 3NU 2DJ 2MDH 2SAH CEL ONG

- DIFF

TD KIGALI 61

LE 20 JANVIER 1994

KGLI LE 20/01/94 A 17H17

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : CHANCELLERIE DIPLOMATIQUE

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD DIPLOMATIE 61

CQ DAR ES SALAM 7

CQ KAMPALA 7

CQ ARMEES PARIS 12

CQ MINDEFENSE PARIS 13

CQ DFRA NEW YORK 10

NB : SERVIR : DAM - NU - SG - CM5 - CMB - PR4 - PR5

NB : ACTION HUMANITAIRE POUR MDH

TXT

CQ BUJUMBURA 12

CQ KINSHASA 9

CQ NAIROBI 8

CQ MINCOOP PARIS 27

CQ ACTION HUMANITAIRE 4

OBJET : MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE TRANSITION.

RESUME : AUCUNE ISSUE A LA CRISE ACTUELLE NE SEMBLE DEVOIR ETRE TROUVEE PROCHAINEMENT. POURTANT LES FACTEURS DE BLOCAGE COMMENCENT A ETRE CONNUS MAIS LA MEFIANCE EST TROP FORTE DE PART ET D'AUTRE. PENDANT CE TEMPS LES ECHEANCES S'ACCUMULENT COMME AUTANT DE MENACES POUR LA PAIX CIVILE.

--O--

EN DEBIT DES EFFORTS DEPLOYES PAR LES UNS ET LES AUTRES, LA SITUATION POLITIQUE RWANDAISE RESTE INCHANGE, QUINZE JOURS APRES LA PRESTATION DE SERMENT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

LES DIFFERENTES FORCES EN PRESENCE SE REJETENT LA RESPONSABILITE DU BLOCAGE ACTUEL ET LES ARGUMENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (URGENCE D'UN ACCORD AVEC LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS NOTAMMENT) QUE FONT VALOIR LES REPRESENTANTS OCCIDENTAUX N'ONT GUERE DE PRISE DEVANT LE CLIMAT DE SUSPICION QUI REGNE ACTUELLEMENT AU RWANDA ET L'APRETE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR.

AU TRAVERS DE LA MULTITUDE DE CONTACTS QUE LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ONT EUE CES DERNIERS JOURS AVEC TOUS LES PROTAGONISTES DE LA SCENE POLITIQUE LOCALE, IL EST MAINTENANT POSSIBLE DE CERNER PLUSIEURS DES FACTEURS QUI POUSSENT LES FORMATIONS POLITIQUES A L'INTRANSIGANCE.

DU COTE DU MRND, L'ANCIEN PARTI UNIQUE, ON EST PERSUADE QUE LE FPR ET SES ALLIES N'ATTENDENT QUE LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS POUR LANCER LA PROCEDURE DE MISE EN ACCUSATION DU PRESIDENT, POSSIBILITE PREVUE DANS LES ACCORDS D'ARUSHA. L'ABSENCE DU FPR A LA CEREMONIE DE PRESTATION DE SERMENT DU PRESIDENT LE 5 JANVIER RENFORCE LES RESPONSABLES DU PARTI DANS LEUR CONVICTION. ILS Y VOIENT LA UNE CONTESTATION DE LA LEGITIMITE DU GENERAL HABYARIMANA.

UNE FORMULE LEUR GARANTISSANT LE NON-RECOURS A LA PROCEDURE DE MISE EN ACCUSATION, -ENGAGEMENT DES AUTRES PARTIES ?, GARANTIE INTERNATIONALE ?- SERAIT SANS DOUTE DE NATURE A APAISER LEURS CRAINTES ET A LES INCITER A CONSEILLER A LEURS ALLIES DU MOMENT (PL/MUGENZI ET MDR/NSENGIYAREMYE) DE FAIRE PREUVE DE SOUPLESSE.

LE MDR EST QUANT A LUI DIVISE EN DEUX FACTIONS. D'UN COTE SON PRESIDENT FAUSTIN TWAGIRAMUNGU, PREMIER MINISTRE DESIGNE, RASSEMBLE AUX DIRES DES OBSERVATEURS ENVIRON 20 % DES ADHERENTS. CHAQUE FACTION A CONVOQUE DE SON COTE UNE REUNION DU BUREAU POLITIQUE MARDI DERNIER. SUR 40 MEMBRES, 10 ONT REPONDU A LA CONVOCATION DU

DIFFUSION RESTREINTE

268

PRESIDENT DU PARTI ET 29 A CELLE DU COMITE EXECUTIF.

LE PREMIER MINISTRE DESIGNÉ REFUSE, EN L'ÉTAT ACTUEL DES CHOSSES, D'INCLURE DANS SON GOUVERNEMENT DES MINISTRES ISSUS DE LA TENDANCE MAJORITAIRE DE SON PARTI. IL SEMBLE QUE FAUSTIN TWAGIRAMUNGU N'ACCEPTERAIT D'INFLECHIR SA POSITION QU'EN OBTENANT SATISFACTION SUR AU MOINS DEUX POINTS ESSENTIELS POUR LUI :

- L'ANNULATION DU CONGRES DE KABUSUNZU TENU EN JUILLET 1993 ET QUI A DÉCIDÉ DE SON EXCLUSION DU PARTI. EN EFFET LES AMBITIONS PRÉSIDENTIELLES DU PREMIER MINISTRE DESIGNÉ SONT CONNUES. ELLES NE POURRAIENT ÉVENTUELLEMENT SE CONCRETISER QUE S'IL DISPOSE DE L'APPUI D'UN PARTI BIEN IMPLANTÉ.

- L'AUTRE POINT EST LA PERSONNE DE L'ACTUEL PREMIER MINISTRE, AGATHE UWILINGIYIMANA DONT M. TWAGIRAMUNGU NE VEUT ET NE PEUT ACCEPTER L'ÉVICTION EN RAISON DU SOUTIEN POLITIQUE QU'ELLE LUI APPORTE.

EN ÉCHANGE DE CES CONCESSIONS, LE PREMIER MINISTRE DESIGNÉ ACCEPTERAIT, SELON FÉLICIEN GATABAZI, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS (PSD) QUI TENTE ACTUELLEMENT UNE MÉDIATION, D'INCLURE UN MINISTRE "DE POIDS" DE L'AUTRE TENDANCE - SANS DOUBTE BONIFACE NGULINZIRA-. LES OBSERVATEURS SONT CEPENDANT SCEPTIQUES SUR LES CHANCES DE SUCCÈS D'UN TEL ACCORD ET ESTIMENT QUE LE PREMIER MINISTRE DESIGNÉ DEVRAIT AU MOINS CONCEDER DEUX PORTEFEUILLES.

ENFIN LE CAS DU PL EST BEAUCOUP PLUS COMPLEXE EN RAISON DES IMPLICATIONS EXTERIEURES AU PARTI. LE FPR SOUTIEN EN EFFET LA TENDANCE "TUTSIE" PUISQUE LA FRACTURE S'EST FAITE SELON UN CLIVAGE ETHNIQUE. AUTOMATIQUÉMENT L'AUTRE TENDANCE (MUGENZI) S'EST RAPPROCHÉE DU MRND. UNE SOLUTION ÉVENTUELLE À LA CRISE DU PL SEMBLE DEVOIR PASSER PAR UN ARBITRAGE EXTERIEUR (JUGEMENT, LA JUSTICE EST D'AILLEURS SAÏSIE, OU ARBITRAGE RENDU PAR UN GROUPE DE SAGES ACCEPTÉES PAR LES DEUX TENDANCES) À MOINS QU'UNE SOLUTION DU PROBLÈME MDR NE DÉBLOQUE LA SITUATION AU PL.

QUOI QU'IL EN SOIT CET ATTENTISME EST LOURD DE MENACES :

AU PLAN DE LA SÉCURITÉ : HIER SOIR ENCORE, M. JUSTIN MUGENZI, PRÉSIDENT DU PL A ÉCHAPPÉ À DES COUPS DE FEU TIRES SUR LUI.

AU PLAN SOCIAL : EN L'ABSENCE D'UN BUDGET POUR 1994, LE PAYS VIT AU RYTHME DES "DOUZIÈMES PROVISOIRES". OR LE GOUVERNEMENT NE SE REUNIT PLUS ET AUCUNE DÉCISION N'A ÉTÉ PRISE POUR RÉGLER LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES EN JANVIER. DE PLUS LES ACCORDS D'ARUSHA PRÉVOIENT QU'IL APPARTIENNT DEPUIS LE 1ER JANVIER AU GOUVERNEMENT RWANDAÏS DE SOLDER L'ENSEMBLE DES MILITAIRES FAR ET FPR. ENFIN LA PROCHAÎNE PRIVATISATION D'ELECTROGAZ ENTRAÎNE DANS KIGALI DE NOMBREUSES MANIFESTATIONS DES TRAVAILLEURS DE CETTE ENTREPRISE DONT 4.000 SUR LES 7.000 EXISTANTS DOIVENT ÊTRE LICENCIÉS. D'AUTRES ENTREPRISES COMME LA CASSÉ SOCIALE DU RWANDA SONT AU BORD DE LA CESSATION DE PAIEMENT. CES MÉCONTENTEMENTS ACTUELS ET À VENIR SONT DÉJÀ MANIPULÉS PAR CERTAINS PARTIS POLITIQUES.

AU PLAN POLITIQUE : DEPUIS QUELQUES JOURS DES REINSTALLATIONS "SPONTANÉES" DE RÉFUGIÉS PROVENANT D'OUGANDA SONT SIGNALÉES DANS LA ZONE TENUE PAR LE FPR. TOUT PORTE À CROIRE QUE CE MOUVEMENT VA ALLER EN S'AMPLIFIANT, LES AUTORITÉS OUGANDAÏSES SÉRAIENT EN EFFET SOUCIEUSES DE VOIR CES RÉFUGIÉS QUITTER L'OUGANDA AVANT LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES. LA CONSÉQUENCE DE CE PHÉNOMÈNE SÉRA DE PÉRENNISER L'EXISTENCE DES 350.000 DÉPLACÉS DE GUERRE QUI ONT FUI LA ZONE FPR AU MOMENT DES COMBATS. LES RÉACTIONS DE CES DÉPLACÉS LORSQU'ILS RÉALISERONT QU'ILS SONT DÉPOSSEDES DE LEUR TERRE RISQUENT D'ÊTRE VIOLENTES.

C'EST UN SENTIMENT DE GRANDE CONFUSION QUI SE DEGAGE DE L'EXAMEN DE LA SITUATION POLITIQUE DU PAYS. RIEN N'INDIQUE UNE ISSUE PROCHAINE A LA CRISE. LE FACILITATEUR TANZANIEEN, L'AMBASSADEUR TAMBWE SEMBLAIT ENVISAGER UNE MISSION AU RWANDA DE M. NYERERE POUR TENIR DE TROUVER UNE SOLUTION. DE SON COTE LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES RAPPORTAIT L'AGACEMENT DE M. BOUTROS BOUTROS-GHALI DEVANT L'ENTETEMENT DES RWANDAIS ALORS QUE LA MINUAR COUTE 700.000 DOLLARS PAR JOUR A L'ORGANISATION./.

BUNEL

267